

Compromis sur Berlin?

La « bataille de Berlin », qui dure depuis plusieurs mois, semble être sur le point d'arriver à une solution. Après quelques semaines de discussions à Moscou entre les représentants américains, anglais et français d'une part, et le Kremlin d'autre part, un accord a été établi sur la procédure possible pour lever le blocus soviétique de Berlin, et mettre fin à la situation tendue qui règne entre les quatre occupants de l'ancienne capitale de l'Allemagne. Il serait question d'accepter le mark soviétique comme monnaie valable pour toute la ville et de convoquer ensuite une nouvelle conférence des ministres des Affaires étrangères pour discuter l'ensemble du problème allemand.

Il est probable que les alliés occidentaux céderont à ces exigences soviétiques si le Kremlin ne surajoute pas, au cours des discussions qui ont lieu actuellement à Berlin entre les quatre commandants en chef, d'autres demandes. En effet, si leur position en Allemagne occidentale est plus forte que celle de l'U.R.S.S., celle-ci a pratiquement gagné « la bataille de Berlin ».

Le Kremlin a réussi à faire sentir d'une façon décisive à l'ensemble de la ville de Berlin la pression de ses moyens économiques et politiques. Certes, ces moyens brutaux, joints à la pénurie du ravitaillement qui sévit dans la zone orientale de l'Allemagne, ont accentué l'antipathie des masses allemandes vis-à-vis du Kremlin ; et ses agents, craignant le verdict populaire de nouvelles élections, ont réussi à les repousser pour un avenir plus lointain.

Malgré leurs gros efforts pour ravitailler leurs secteurs par le « pont aérien », les alliés occidentaux furent obligés de réduire les rations et de fermer 3.410 entreprises pour manque d'énergie. 4.627 autres doivent les suivre sous peu. L'hiver rendra intenable cette situation déjà précaire.

Etant donné que le gouvernement américain n'est pas prêt à combattre pour se maintenir par la force à Berlin, il ne resterait que deux solutions : abandonner la ville ou chercher un compromis et prolonger le régime de l'occupation conjointe de Berlin par les quatre.

Les négociations entamées à Moscou et leur aboutissement, même partiel, démontrent que la solution du compromis a obtenu, en définitive, la préférence, aussi bien de la part des Occidentaux que de celle des Soviétiques. Washington avait engagé son prestige dans la « bataille de Berlin » et risquait, en cas d'abandon pur et simple de la ville, de désemparer non seulement ses alliés français et anglais, mais aussi les dirigeants bourgeois allemands, sur l'appui

desquels elle compte pour appliquer sa politique allemande. D'autre part, le Kremlin ne pouvait pas manquer de comprendre que l'expulsion des Occidentaux de Berlin consacrerait la rupture entre l'Ouest et l'Est, ainsi que la division de l'Allemagne et la création d'un Etat de l'Allemagne de l'Ouest, avant-poste américain au cœur même de l'Europe.

Dans ces conditions, la recherche d'un compromis, même partiel, en commençant par le règlement de la situation à Berlin, constitue la solution qui correspond à l'état actuel du rapport des forces entre les deux puissances qui se partagent l'influence sur le monde d'après guerre.

Le bloc américain — malgré sa supériorité en ressources matérielles, techniques et humaines, sur le bloc soviétique — n'est pas prêt à risquer la guerre, principalement parce que nulle part encore, tant en Europe qu'en Asie, la bourgeoisie n'a pu vaincre d'une façon décisive le prolétariat et les masses coloniales, ni établir un régime stable qui puisse lui permettre d'affronter les risques de la guerre.

D'autre part, le bloc soviétique craint toujours cette supériorité potentielle de ses adversaires impérialistes et est lui-même déchiré par des contradictions qui le rendent encore plus vulnérable. Ces contradictions sont celles qui surgissent constamment entre la politique que le Kremlin veut imposer aux pays qu'il contrôle et qui correspond aux stricts intérêts de la bureaucratie soviétique et les intérêts propres de ces pays. Pour que le Kremlin impose sa politique, il a besoin de partis communistes dirigés par ses agents directs. Mais l'ascension des partis communistes au pouvoir dans les pays du « glacis » a créé une situation nouvelle en ce qui concerne leurs rapports avec le Kremlin. Ces partis ont maintenant leur propre appareil étatique, contrôlent l'économie et sont responsables de la politique de tout un pays. Un contrôle direct et absolu du Kremlin sur eux s'avérera de plus en plus difficile, comme viennent de le démontrer l'affaire yougoslave et plus récemment la crise qui sévit dans le parti polonais et dans les autres partis communistes du « glacis ».

Telles sont les raisons pour lesquelles, de part et d'autre, la « bataille de Berlin », en dépit des apparences, ne pouvait se terminer par la guerre, mais par un compromis, ou une sorte de pause, avant une nouvelle crise dans les relations Washington-Moscou, toujours possible, aussi longtemps qu'un règlement général n'interviendra pas, permettant un apaisement plus durable.

J.-P. MARTIN.

Nouvelles internationales

YOUgoslavie

Dans un discours publié samedi 4 septembre par la presse yougoslave, Milovan Djilas, ministre de la propagande dans le cabinet yougoslave, a attaqué pour la première fois la politique économique suivie par les pays du « glacis », les accusant de s'opposer au principe léniniste de l'union progressive entre l'économie de tous les pays sur la voie du socialisme et de maintenir dans leurs rapports mutuels les mêmes lois qui gouvernent les échanges commerciaux entre Etats capitalistes. Ainsi se précise le fait que le gouvernement yougoslave a essayé d'obtenir une synchronisation entre les plans d'industrialisation de la plupart des pays du « glacis » (poursuivie par le projet d'entente douanière avec la Bulgarie, l'Albanie et la Roumanie, et par des pactes commerciaux avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et devant aboutir à une Fédération balkanique, projets auxquels la bureaucratie soviétique s'est résolument opposée parce que ces plans contraindraient son propre pillage des pays de sa « zone d'influence »).

ALBANIE

D'après les dernières nouvelles, l'Albanie se trouve au seuil de la famine et de l'effondrement du régime d'Enver Hoxha depuis sa rupture des relations économiques avec la Yougoslavie. Depuis des semaines, les rations alimentaires ne sont plus distribuées qu'aux enfants et aux femmes enceintes. Le gouvernement a adressé des appels désespérés d'aide à l'U. R. S. S. et à la Bulgarie, mais aucune livraison de marchandises ne s'est encore produite. La nouvelle centrale électrique construite par les spécia-

MADAGASCAR

Assez de crimes !

Des prisonniers vivants lâchés par avions au-dessus des villages où la révolte subsiste. Des hommes et des femmes atrocement torturés. Une répression féroce qui se solde par l'assassinat de 90.000 travailleurs malgaches. Deux fois les morts de la Commune pour une population à peine plus élevée que celle de Paris. Ils ont tellement eu peur, les bourgeois, qu'ils égorgent et qu'ils assassinent encore et encore. Il faut que les enfants de leurs enfants s'en souviennent ! Qu'ils aient garde, les travailleurs malgaches s'en souviendront et leur feront payer l'horrible assassinat.

La France est sans gouvernement depuis quinze jours ! Qu'importe, les juges continuent de juger, les mercenaires continuent d'assassiner.

Assez de sang, assez de crimes ! Un gouvernement ouvrier et paysan sauverait les travailleurs malgaches de l'effroyable massacre et les libérerait de l'exploitation coloniale.

listes yougoslaves près de Tirana a été close après le départ de tous les spécialistes, et des centaines de tracteurs et de machines agricoles livrées par la Yougoslavie ont été renvoyées dans ce pays.

POLOGNE

La crise ouverte dans le parti stalinien polonais (Parti des travailleurs polonais P. P. R.) par la publication de l'ukase contre Tito délivré par la dernière réunion du Kominform, a abouti à la démission du secrétaire général du parti : Gomulka. Celui-ci « admet ses déviations droitières et nationalistes » dans la question paysanne et (cela est significatif !) dans la « question des rapports entre les pays de la démocratie nouvelle et l'U. R. S. S. ». Hier, le « président de la République polonaise », qui le remplace à la tête du parti, est un agent notoire du Guepécou dans le parti polonais. Ceci vient après « l'épuration » des partis stalinien allemand, bulgare et roumain (et après la tentative qui échoua d'épurer dans le même sens le P. C. yougoslave), dans lesquels chaque fois les dirigeants ayant conduit le mouvement communiste clandestin sous le régime fasciste et durant la guerre furent remplacés par les créatures du Kremlin et du Guepécou.

BIRMANIE

Les troubles sociaux qui éclatèrent au début de l'été en Malaisie se sont rapidement étendus dans les pays avoisinants, le sud du Siam et la Birmanie. En Birmanie, la situation reste fort confuse et le gouvernement semble avoir perdu le contrôle de larges régions du pays. Nous assistons dans ce nouveau pays « indépendant » à trois mouvements parallèles : des tribus mi-sauvages habitant la périphérie du pays se sont révoltées contre l'autorité centrale et ont occupé entre autres le port important de Moulmein. Des forces staliniennes se trouvant depuis plus d'une année dans l'illégalité conduisent un mouvement de guérilla dans les provinces centrales du pays et menacent même la capitale, Rangoon. Enfin l'organisation politiquement dominante dans le pays : la Ligue populaire antifasciste, dont fait partie le premier ministre Thakin-Nu (socialiste centriste) s'est scissionnée : une aile gauche considérant l'attitude du gouvernement dans la question des nationalisations des entreprises britanniques comme une capitulation devant l'impérialisme. Cette aile gauche a su entraîner dans sa rébellion de fortes parties de l'armée birmane, rongée par ailleurs par des désertions en masse, a occupé d'importants centres au nord du pays (entre autres le port de Prome) et essaye maintenant de constituer un front unique de toutes les forces insurrectionnelles.

MALAISIE

La guérilla conduite depuis plusieurs mois par des groupes révolutionnaires indigènes et de travailleurs chinois contre le régime colonialiste de la Grande-Bretagne a atteint une telle proportion que le gouvernement travailliste a été obligé d'envoyer de nouvelles formations armées dans la péninsule du sud-est asiatique. Un régime de terreur a été proclamé dans la colonie.

ETATS-UNIS

Le camarade James Kutcher, membre du S. W. P. et employé de l'organisation des anciens combattants vient d'être menacé de renvoi comme faisant partie d'une organisation « subversive ». Kutcher, dont les deux jambes ont dû être amputées par suite de blessures reçues durant la campagne italienne, a vigoureusement protesté contre cette mesure, et un comité national de défense vient d'être constitué pour mobiliser l'opinion publique contre cette violation indigne des droits civiques de la part du gouvernement américain. Des dirigeants syndicalistes représentatifs, des membres de l'organisation nationale des anciens combattants, les dirigeants du Comité pour les libérés civils et autres personnalités ont accepté de siéger à ce comité.

La campagne électorale du S.W. P., qui a présenté les candidatures de Farrell Dobbs à la présidence et de Grace Carlson à la vice-présidence des Etats-Unis se développe dans tout le pays. Le parti a commencé une campagne pour rassembler 25.000 dollars afin de pouvoir financer l'agitation autour des élections. La moitié de cette somme a été collectée après cinq semaines. Dobbs et Carlson ont commencé tous les deux un voyage autour des Etats-Unis, prévoyant plus de cinquante meetings dans les villes les plus importantes du pays. De nouvelles sections du parti ont déjà pu être organisées, notamment dans l'Etat d'Utah.

Michèle MESTRE.

POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN

(Suite de la première page)

encore que leurs chefs luttent pour le socialisme ou le communisme.

Pour imposer leur gouvernement, tous les travailleurs peuvent facilement se mettre d'accord. Dans chaque entreprise, dans chaque quartier, que les travailleurs discutent de leurs revendications, un minimum vital correspondant au coût de la vie (20.000 francs) garanti par l'échelle mobile, le contrôle de la production pour empêcher le chômage et la hausse, l'expropriation des grands capitalistes. Qu'ils élisent des Comités de Front unique pour défendre ce programme. Les pétitions au président de la République sont aussi efficaces qu'un caillou sur une jambe de bois. Mais l'union de tous les travailleurs unis derrière leurs comités démocratiquement élus agissant en commun dans des grèves et des manifestations imposera aux chefs ouvriers qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils prennent le pouvoir. Ils prétendent lutter pour le socialisme, mettez-les au pied du mur !

Du gouvernement d'union démocratique et de tripartisme, les masses n'ont rien gagné. Seuls des bureaucrates ont eu des sinécures et les intérêts ouvriers ont été vendus pour obtenir la signature d'un chiffon de papier diplomatique au profit des privilèges de Moscou.

Qu'ils rompent, qu'ils prennent le pouvoir dans leur main pour les travailleurs, sous leur contrôle. sous leur protection. En outre, ce qui en U.R.S.S. reste des conquêtes d'octobre sera mieux protégé que par toutes les signatures des bourgeois, car cela renforcera la lutte des travailleurs soviétiques contre la bureaucratie de Staline.

UN NOUVEAU PARTI

La présence des socialistes et des communistes dans un gouvernement de collaboration de classes n'a rien donné, ne donnera rien et ne peut rien donner ! Mais ce n'est pas le socialisme, ce n'est pas le communisme qui ont fait faillite. C'est la collaboration de classes qui a fait faillite. La social-démocratie et le stalinisme patriote au compte de la patrie capitaliste ont fait faillite !

Nous continuerons à lutter pour le POUVOIR AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS. Et de la même façon que le mot d'ordre du minimum vital, de l'échelle mobile ont pénétré parmi les travailleurs malgré l'opposition et les calomnies des chefs, ce mot d'ordre aussi pénétrera et triomphera. Pour arracher de meilleures conditions de vie il faut lutter pour abattre le régime, sinon la misère et la dictature viendront. Pour cela il faut un parti, un drapeau, un programme qui ne se fixent pas la collaboration « démocratique », mais la révolution prolétarienne. L'avant-garde se regroupera sous le drapeau de la IV^e Internationale, sinon les masses subiront à nouveau la misère, la guerre, le fascisme.

J. P.

rialisme français

des U. S. A. dont le but est de faire de l'économie française une économie complémentaire de la leur.

L'endettement de l'Etat

L'insuffisance de l'équipement français et les hauts prix de revient qui en sont la conséquence ne peuvent s'expliquer — comme le prétend la bourgeoisie — par la seule insuffisance des matières premières. Ce facteur joue mais beaucoup moins que le fonctionnement anarchique de l'économie qui permet à chaque capitaliste ou groupe de capitalistes de produire suivant ses intérêts, c'est-à-dire en tenant compte exclusivement des lois du marché, et non suivant les besoins des masses.

Dans cette économie où la recherche du profit reste le moteur exclusif, le pourrissement et la dégénérescence se sont développés extraordinairement depuis la guerre. C'est ainsi que la dette totale de l'Etat qui, en 1938, s'élevait à 432 milliards, atteignait en février 1948 près de 3 trillions.

La masse monétaire totale (circulation des billets, dépôts dans les banques, comptes courants postaux) est passée de 181 milliards de francs en 1938 à 1.789 milliards en mai 1948 sans qu'il y ait accroissement réel de la richesse nationale. Les réserves d'or (plus de 2.000 tonnes en 1938 ; moins de 400 tonnes en 1948) s'amenuisent alors que les avoirs en devises étrangères sont presque totalement liquidés.

La balance commerciale est éternellement déficitaire (en mai, les exportations n'ont couvert que 52 % des importations).

Le nombre des personnes productrices est tombé de 40 % à 33 % depuis 1931 (2 millions 800 producteurs ont disparu).

Un Etat failli, voilà ce qu'est la IV^e République.

Mais à quoi servent donc les res-

sources du pays ? Où vont l'argent et la peine des travailleurs de plus en plus réduits à la misère ?

La réponse, on la trouve dans les différents postes du budget 1948, fidèle reflet des budgets qui se succèdent depuis la Libération : 310 milliards pour la guerre, les généraux et le maintien de l'ordre, 590 milliards pour la machine bureaucratique, 315 milliards pour subventionner les services publics et les entreprises nationalisées dont les actionnaires continuent à émarger aux bénéfices.

En supposant qu'il n'y ait ni augmentation des salaires ni augmentation des prix, disait Reynaud à l'Assemblée, le déficit en fin 1949 s'élèvera à 1.000 milliards.

Et pour combler ce déficit sans cesse croissant : planche à billets, augmentation des impôts, allongement de la journée de travail.

La guerre s'est soldée par un appauvrissement général du pays. Mais toutes les classes de la société ne l'ont pas ressenti de même. La bourgeoisie, qui détient le pouvoir, a employé sa puissance et la force coercitive de son Etat pour imposer aux masses travailleuses l'essentiel des sacrifices.

Crise de régime

L'histoire de l'humanité, écrivait Marx, c'est l'histoire de la lutte des classes. Aucune analyse économique, si documentée soit-elle, n'a de valeur si elle ne s'appuie sur l'étude objective du rapport de force entre les classes, car l'économie et le social forment un tout indissociable.

La classe ouvrière s'est défendue àprement pour résister à la surexploitation que la bourgeoisie lui imposait. Conduite par de mauvais bergers qui, après l'avoir détournée de la voie révolutionnaire dans laquelle elle s'était engagée en août 1944, lui prêchèrent la paix sociale, elle crut un moment qu'il

lui suffirait d'augmenter la production pour vivre mieux. Mais s'étant bientôt retrouvée Gros-Jean comme devant, elle reprit le chemin de l'action.

Depuis quatre ans, ce chemin est semé d'échecs ; car il fallait combattre pour la révolution et le renversement de l'Etat failli, et non pour de modestes revendications partielles, « acceptables » par la bourgeoisie, comme le conseillèrent les chefs traitres. La bourgeoisie en profita, sans pouvoir cependant jamais écraser la classe ouvrière ni lui imposer un régime de force. Elle reprit d'une main ce qu'elle donnait de l'autre ; mais les concessions qu'elle fut obligée d'accorder — rajustements des salaires, si insuffisants soient-ils, en remettant sans cesse en question le pauvre « équilibre économique » péniblement édifié pour un mois ou deux — montrent que la crise dont souffre le pays n'est pas seulement économique, mais qu'elle est une crise de régime qui ne peut trouver sa solution que dans une transformation complète.

Dictature fasciste ou dictature du prolétariat, voilà le dilemme. Quoi qu'en disent les chefs staliens, il n'y a pas d'autre solution. Rien ne pourra jamais rendre à une France bourgeoise « son indépendance nationale ».

Dictature fasciste, c'est-à-dire répression policière, aggravation de la misère, inféodation à l'impérialisme américain et, plus tard, la guerre.

Dictature du prolétariat, c'est-à-dire expropriation des bourgeois, renversement de l'Etat failli, planification de l'économie sous le contrôle ouvrier, organisation de l'économie européenne dans les cadres des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe.

C'est pour cette dernière solution que les trotskystes appellent les travailleurs à lutter.

Michèle MESTRE.

Il faut lire...

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro un article sur le livre que Trotsky laisse incomplet, l'assassin du Guepécou l'ayant interrompu quand il travaillait à compléter son livre sur « STALINE ».

En ce huitième anniversaire de la mort du grand révolutionnaire, où son œuvre et son nom s'avèrent avec une vigueur remarquable, ce livre contribuera à démasquer les légendes et les calomnies. (Le volume : 540 fr.)

Il faut aussi lire

« MA VIE », l'autobiographie de Trotsky, en édition abrégée, parue aux Editions Pionniers. (Le volume : 120 francs.)

Pour suivre l'évolution de la situation internationale, l'activité des organisations ouvrières, et tout particulièrement du mouvement trotskyste, dans le monde, il faut lire les publications du Secrétariat international de la IV^e Internationale, notamment

« LE MANIFESTE DU II^e CONGRES MONDIAL », (La brochure : 25 francs.)

« QUATRIEME INTERNATIONALE » revue théorique,

son numéro spécial avec les thèses et documents du II^e Congrès mondial (au prix de 100 francs) et ses numéros courants (au prix de 35 francs).

Il faut lire, et faire lire à ceux qui connaissent les langues étrangères, les nouvelles publications du Secrétariat international :

« IV^e INTERNAZIONALE », revue théorique en langue italienne ; « DIE INTERNATIONALE », revue théorique en langue allemande (15 francs).

Il faut lire et faire lire pour comprendre et agir. Il faut aussi nous adresser vos commandes de livres à notre service de librairie, car, tout en payant le même prix que chez un libraire, vous contribuez à la souscription de « La Vérité ».

LA VERITE

3